

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007 CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 15/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Logistique Sud (SLS)

Route départementale 19
ZAC des Portes de Sauvian
34410 Sauvian

Références : UD34/H1/2025-077
Code AIOT : 0006605167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement Société Logistique Sud (SLS) implanté RD 19 ZAC les Portes de Sauvian 34410 Sauvian. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un signalement du Syndicat Mixte d'Etudes et de Travaux de l'Astien (SMETA) concernant un usage interdit d'eau de forage en période de restriction liée à la sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Logistique Sud (SLS)
- RD 19 ZAC les Portes de Sauvian 34410 Sauvian

- Code AIOT : 0006605167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un entrepôt logistique agro-alimentaire, exploité par la société ALDI depuis 2024. Le site emploie environ 150 personnes. Le site expédie plus de 500 000 colis par mois pour approvisionner les 82 magasins ALDI situés en Occitanie. Le site réalise un chiffre d'affaire "sortie entrepôt" d'environ 35 000 000€ par mois.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	VLE consommation eau journalière	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.1.1	Demande d'action corrective	7 jours
2	Déclaration annuelle des émissions « et de transferts de polluants »	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	4 mois
3	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	1 mois
5	3. Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
6	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
7	II. Réductions imposables à	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'exploitant		
8	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
9	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
10	V. Prescriptions locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réduire sa consommation d'eau en abandonnant l'arrosage des pelouses.
Une estimation des besoins résiduels en eau de forage (hors besoin incendie) est attendue pour finaliser le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint, actualisant les prescriptions applicables à l'exploitation de l'entrepôt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE consommation eau journalière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eaux.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs totaliseurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'approvisionnement en eau est assuré :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par le réseau d'alimentation en eau potable de la ville pour la consommation humaine, le lavage des sols, les essais incendie et l'appoint des cuves d'extinction automatique ; • par un forage implanté sur le site utilisé pour l'arrosage des espaces verts et le nettoyage des locaux. <p>L'eau utilisée destinée à la consommation humaine provient exclusivement du réseau public de distribution d'eau potable.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, ainsi qu'aux opérations d'entretien et de maintien hors gel de ce réseau.</p>
Constats :

L'équipe d'inspection a contrôlé les dispositions relatives à la consommation d'eau de forage, objet du signalement du SMETA.

Un compteur est présent au niveau de la pompe de prélèvement.

L'exploitant indique que le débit prélevé est relevé mensuellement. Il transmet les déclarations des volumes prélevés à l'agence de l'eau et au SMETA.

Ces déclarations précisent les événements inhabituels conduisant à des surconsommations : fuites en juillet 2023 et décembre 2023, maintenance triennale des sprinkler en janvier 2025.

Les consommations annuelles sont les suivantes :

Année	2022	2023	2024	2025 (en cours)
Consommation d'eau de forage en m ³	12151	16870	13074	10547

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit relever hebdomadairement le compteur de l'eau de forage et inscrire ces relevés sur un registre. Une relève hebdomadaire permet notamment une détection plus précoce d'une surconsommation liée à une fuite.

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint prescrira une valeur limite de consommation d'eau inférieure à la moyenne des dernières années et à l'autorisation loi sur l'eau historique (23000 m³/an dont 15000 m³/an pour l'arrosage du gazon).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Déclaration annuelle des émissions « et de transferts de polluants »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, GERP

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a (dont installations classées soumises à autorisation ou enregistrement) ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

[...]

- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le **volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;**

[..]

Constats :

<p>Il a été constaté que la consommation d'eau de forage du site est supérieure au seuil de déclaration pour un prélèvement au milieu naturel (7 000 m³ par an), l'exploitant ne la déclare pas annuellement dans l'application GEREPE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déclarer à compter du 2 janvier 2026 sa consommation annuelle d'eau de forage pour l'année 2025, puisqu'elle est d'ores et déjà supérieure à 7 000 m³ par an.</p> <p>L'équipe d'inspection a créé les droits adaptés à cette fin dans le portail https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/. L'exploitant doit ouvrir un compte CERBERE, s'il n'en dispose pas déjà via l'adresse https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere.</p> <p>Pour les années suivantes (déclaration début 2027 de la consommation 2026) la déclaration sera à réaliser si le seuil de 7000 m³/an reste dépassé malgré les actions de sobriété engagées (voir autres fiches du rapport).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 3 : 1. Sobriété hydrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Le Plan Eau du gouvernement vise un objectif de réduction de 10 % des prélèvements d'eau, tous usages confondus, d'ici à 2030 par rapport à 2019. L'industrie doit prendre part aux efforts de sobriété hydrique.</p> <p>La sobriété des ICPE est déjà une exigence réglementaire fixée par l'article 2 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. L'équipe d'inspection a sensibilisé l'exploitant à la sobriété hydrique plus particulièrement dans une zone en déficit telle que la nappe de l'Astien, dans laquelle s'effectue le prélèvement d'eau de forage du site.</p> <p>L'usage de l'eau de forage est l'arrosage des pelouses et l'approvisionnement en eau incendie.</p> <p>Au cours de l'échange, il apparaît que l'exploitant est conscient des enjeux et qu'il recherche notamment les éventuelles fuites de ses réseaux.</p>

<p>Néanmoins, il n'a pas étudié l'opportunité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'utiliser des eaux non conventionnelles en remplacement des eaux provenant directement du milieu naturel et de l'eau potable (tel que les eaux de pluie par exemple) ; • de remplacer des équipements peu sobres en consommation d'eau tel que les arroseurs de pelouse. <p>Sans négliger l'intégration paysagère qui reste un enjeu dans l'exploitation d'une ICPE, l'exploitant convient qu'il doit arrêter l'arrosage des pelouses pour limiter la consommation d'eau de forage. Il indique prendre l'attache d'un paysagiste pour fournir une étude de révision de l'aménagement paysager du site, avec un volume prévisionnel de consommation annuelle d'eau.</p> <p>Cette estimation de consommation sera prise en compte dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint prescrivant une valeur limite de consommation d'eau inférieure à la moyenne des dernières années et à l'autorisation loi sur l'eau historique (23000 m³/an).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réviser l'intégration paysagère du site pour limiter sa consommation d'eau, en tenant compte des fréquentes périodes de restriction applicables pour les prélèvements dans la nappe astienne pendant lesquelles l'usage de l'eau de forage est interdit pour arroser les pelouses et les espaces verts.</p> <p>L'exploitant doit transmettre une estimation du nouveau volume annuel de consommation d'eau de forage suite à ces évolutions des pratiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : 2. Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<p>Constats :</p>

Le plan des réseaux dont ceux relatifs à l'eau est disponible et à jour. Il mentionne l'exhaustivité des ouvrages et mentionne les différentes catégories d'eaux distribuées et collectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 3. Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'équipe d'inspection a contrôlé les dispositions relatives à la consommation d'eau de forage, objet du signalement du SMETA.

Un compteur est présent au niveau de la pompe de prélèvement.

L'exploitant indique que le débit prélevé est relevé mensuellement. Il transmet les déclarations des volumes prélevés à l'agence de l'eau et au SMETA.

Ces déclarations précisent les événements inhabituels conduisant à des surconsommations : fuites en juillet 2023 et décembre 2023, maintenance triennale des sprinkler en janvier 2025.

Les consommations annuelles sont les suivantes :

Année	2022	2023	2024	2025 (en cours)
Consommation d'eau de forage en m ³	12151	16870	13074	10547

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit relever hebdomadairement le compteur de l'eau de forage et inscrire ces relevés sur un registre. Une relève hebdomadaire permet notamment une détection plus précoce d'une surconsommation liée à une fuite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 6 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.

Constats :

L'installation est soumise à enregistrement et consomme actuellement plus de 10 000 m³ d'eau par an. Elle ne figure pas parmi les installations exemptées définies à l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Elle est donc concernée par les dispositions ministérielles relatives à la réduction des prélèvements en période de sécheresse.

A court terme, l'arrêt de l'arrosage des pelouses devrait conduire l'exploitant à consommer moins de 10 000 m³ par an et donc à être exempté de l'arrêté ministériel susvisé.

Par ailleurs, les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2025-04-15839 du 22 avril 2025, portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction ou d'interdiction temporaire des prélèvements et usage de l'eau en période de basses eaux, interdisent l'arrosage des pelouses et espaces verts dès le seuil d'alerte.

Au sens de cet arrêté préfectoral, le forage du site est situé dans la zone 14 "Nappe des sables de l'Astien".

Cette nappe a franchi d'avril 2023 à juillet 2024 à minima le seuil alerte : l'exploitant a tout de même poursuivi les arrosages de la pelouse pendant cette période au vu des volumes mensuels consommés.

Cette zone d'alerte est actuellement en niveau vigilance. La prescription suivante de l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2025-04-15839 du 22 avril 2025 est applicable : "Sensibiliser les sociétés aux règles de bon usage d'économie d'eau." La modification de l'intégration paysagère pour abandonner l'arrosage des pelouses, sollicité en fiche n°3 précédemment, s'inscrit dans ce cadre. Aucune réduction de la consommation d'eau n'est à mettre en œuvre par l'exploitant au jour de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une veille des niveaux de vigilance applicable sur la zone d'alerte n°14 "Nappe des sables de l'Astien". Un abonnement est possible en ligne pour être informé des

<p>évolutions : https://vigieau.gouv.fr/ Des actions de réduction, dont l'arrêt de l'arrosage des pelouses et espaces verts, doivent être engagées dès le déclenchement du niveau alerte, sous peine de poursuites administratives et pénales.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : II. Réductions imposables à l'exploitant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune réduction de la consommation d'eau n'est à mettre en œuvre par l'exploitant au jour de la visite.</p> <p>Lors du dernier déclenchement d'un niveau de gravité impliquant des restrictions (seuil alerte d'avril 2023 à juillet 2024), l'exploitant n'a pas appliqué de réduction de ses consommations et n'a pas déterminé de volume de référence à cette fin.</p> <p>Il dispose des valeurs trimestrielles de l'année N-1 permettant de réaliser ce calcul.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une veille des niveaux de vigilance applicable sur la zone d'alerte n°14 "Nappe des sables de l'Astien". Un abonnement est possible en ligne pour être informé des évolutions : https://vigieau.gouv.fr/ Des actions de réduction, dont l'arrêt de l'arrosage des pelouses et espaces verts, doivent être engagées dès le déclenchement du niveau alerte, sous peine de poursuites administratives et pénales.</p> <p>A court terme, l'arrêt permanent de l'arrosage des pelouses pourrait conduire l'exploitant à consommer moins de 10 000 m³ (cf fiche n°3) et donc à être exempté de l'arrêté ministériel susvisé.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : III. Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant ne bénéficie pas des exemptions définies.

A terme de l'arrêt de l'arrosage des pelouses, il devrait être éligible au critère d'une réduction de 20%, et il pourrait également passer hors champ d'application de l'arrêté ministériel susvisé (seuil de 10 000 m³ par an).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF
Prescription contrôlée : IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : Aucune réduction d'eau n'est imposable à l'exploitant au jour de la visite. Lors du dernier déclenchement d'un niveau de gravité impliquant une déclaration (seuil alerte renforcée d'avril 2023 à juin 2024), l'exploitant n'a pas effectué la déclaration de ses prélèvements. A terme de l'arrêt de l'arrosage des pelouses, il devrait être éligible au critère d'exemption (réduction de 20%), et il pourrait également passer hors champ d'application de l'arrêté ministériel susvisé (seuil de 10 000 m3 par an).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : V. Prescriptions locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales
Prescription contrôlée : III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.
Constats : Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2025-04-15839 du 22 avril 2025, portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction ou d'interdiction temporaire des prélèvements et usage de l'eau en période de basses eaux, interdisent l'arrosage des pelouses et espaces verts dès le niveau d'alerte. Au sens de cet arrêté préfectoral, le forage du site est situé dans la zone 14 "Nappe des sables de l'Astien".

Cette nappe a franchi d'avril 2023 à juillet 2024 a minima le seuil alerte : l'exploitant a tout de même poursuivi les arrosages de la pelouse pendant cette période au vu des volumes mensuels consommés.

Cette zone d'alerte est actuellement en niveau vigilance. La prescription suivante de l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2025-04-15839 du 22 avril 2025 est applicable : "Sensibiliser les sociétés aux règles de bon usage d'économie d'eau." La modification de l'intégration paysagère pour abandonner l'arrosage des pelouses, sollicité en fiche n°3 précédemment, s'inscrit dans ce cadre.

Aucune réduction de la consommation d'eau n'est à mettre en œuvre par l'exploitant au jour de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une veille des niveaux de vigilance applicable sur la zone d'alerte n°14 "Nappe des sables de l'Astien". Un abonnement est possible en ligne pour être informé des évolutions : <https://vigieau.gouv.fr/>

Des actions de réduction, dont l'arrêt de l'arrosage des pelouses et espaces verts, doivent être engagées dès le déclenchement du niveau alerte, sous peine de poursuites administratives et pénales.

Type de suites proposées : Sans suite